Tribune de Xavier Bertrand, « Réunir une France fracturée » - Rencontres économiques d'Aix

La France et ses « fractures », c'est une longue histoire. La fracture fut « sociale » en 1995, avec la campagne de Jacques Chirac. Elle est devenue depuis digitale, environnementale, politique, médicale, territoriale… comme si notre pays se fissurait de toutes parts. L'Atlas de Christophe Guilly en 2004, les travaux de Jérôme Fourquet sur l'Archipel français, ou ceux de David Goodhart et Thibault Muzergues, sont venus préciser les contours de la France d'en-bas, périphérique, des « *somewhere* » et des « *anywhere »*, des ghettoïsations multiples, des précarisations et des inégalités galopantes. Les éditorialistes comme les réseaux sociaux se sont fait écho des colères populaires, du délitement social chez les couches intermédiaires qui n'y « arrivent plus », ou au contraire l'exclusion des classes populaires du cœur des grandes métropoles.

Les diagnostics c'est bien ; les solutions c'est mieux. Alors comment réparer ces fractures ? L'intitulé de notre débat - « *Réunir une France fracturée* » - est déjà une réponse en soi. Il faut évidemment commencer par réunir cette France qui, trop souvent, ne croit plus en une guérison possible. La France est aujourd'hui à l'image de nombre de nos cellules familiales ; composée de familles différentes, traditionnelles ou nouvelles, rurales ou banlieusardes, industrielles ou digitales, aisées ou au salaire minimum, en formation ou frappées par le chômage. Mais l'« obsession » de réunir et de rassembler est déjà ce qui fonde et justifie une politique.

Et puisque la fracture a d'abord été une « fracture sociale », il me semble évident que c'est par la question sociale que nous pouvons espérer recoudre ce pays. Je ne m'apesantirai pas sur le gaullisme social ou sur la vision d'un Philippe Séguin, mais c'est l'esprit qui m'anime et la source de ma réflexion.
L'une des clefs de la réduction de la fracture sociale passera également par la réindustrialisation, qui permettrait de redonner du travail, partout en France et pour tous. De même les plans de relance, notamment par filière, ne peuvent pas être uniquement centrés sur les cols blancs et ignorer les cols bleus, ou uniquement sur les grands groupes et oublier les sous-traitants.

Pour réunir cette France fracturée, il ne faut rien rejeter, n'avoir ni œillère, ni tabou. Et ne jamais oublier qu'il ne peut y avoir de réduction des fractures sans une défense permanente et acharnée de l'emploi, ni sans une augmentation du pouvoir d'achat des couches populaires et des classes moyennes. Dans un monde robotisé et digitalisé, il nous faut surtout mieux anticiper. Les travaux du Nobel Jean Tirole, sa « science-fiction sociale », pour « *anticiper les bouleversements qu'entraîne la multiplication des outils numériques, pour mieux les régule*r » ou sa proposition de *« changer nos indicateurs économiques, faire en sorte qu'ils prennent mieux en compte l'environnement, l'éducation, l'investissement dans la santé, la préparation de l'avenir en général »* sont par exemple des idées à creuser.

Mais l'État est-il aujourd'hui armé pour anticiper et répondre à ces mutations ? Je ne le crois pas. Il est grand temps de redéfinir les relations entre l'État et ceux qui créent de la richesse, les entrepreneurs. De redéfinir la relation entre l'État et les collectivités locales. De redéfinir le contrat entre l'État français et l'Europe. De revoir le contrat et la relation entre l'État et les citoyens. C'est parce que l'État ne fait plus confiance aux Français que ceux-ci éprouvent un tel sentiment de défiance qui ne fait qu'accroître des fractures.

N'éludons pas la question des dépenses publiques, et par exemple celle du salaire du personnel soignant ou des forces de l'ordre, et de tous ceux qui ont tenu la France « debout » durant la pandémie. Oui, la dette publique s'est creusée durant cette crise sanitaire. Oui, elle risque d'encore se creuser dans les mois qui viennent face à la guerre contre le chômage que nous devrons mener. Mais devant toutes nos fractures, ne soyons pas obsédés par la facture ! D'une certaine façon, les critères de Maastricht, 30 ans après, c'est fini. Il nous faut établir une nouvelle feuille de route européenne, pour que la lutte contre l'inflation ne soit plus le seul objectif de la Banque Centrale Européenne, mais où le plein emploi devient aussi la priorité.

Acceptons aujourd'hui l'idée que pour recimenter la France et réparer une partie de nos fractures, il ne nous faut plus avoir l'œil uniquement rivé sur des critères financiers court-termistes qui sont en partie la cause de la crise sociale qui divise notre pays. Sortons des postures idéologiques et des *a priori* économiques ! C'est ce à quoi nous invite le *Cercle des Economistes*.